



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES YVELINES

Direction Régionale et Interdépartementale
de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France

Versailles, le 12 DEC. 2019

Unité Départementale des Yvelines

Nos réf. : UD78/RUM/2019 n° 51683

Affaire suivie par : pascal LAMBRECHT

Courriel : pasca.lambrecht@developpement-durable.gouv.fr

Tél. : 01 71 28 48 53

Affaire : Visite d'inspection du 19 novembre 2019

: Fiches d'inspection
Copie de la lettre de suite à l'exploitant

INSTALLATIONS CLASSEES

Objet

Rapport de suite de l'inspection du 19 novembre 2019

Exploitant concerné

SOFRIOLOG TRAPPES

ZI Trappes-Elancourt

71/73 Avenue Georges POLITZER

78190 TRAPPES

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

ÉTABLISSEMENT					
Raison sociale	SOFRIOLOG TRAPPES				
Adresse	SOFRIOLOG TRAPPES ZI Trappes-Elancourt 71/73 Avenue Georges POLITZER 78190 TRAPPES				
Activité	La société SOFRIOLOG TRAPPES est spécialisée dans le stockage de produits congelés				
Régime	Autorisation				
Classement ICPE	2511	2921	1510	4735	2925
Classification	A Enjeux				

RÉFÉRENCE DE LA VISITE D'INSPECTION	
Date de l'inspection	19/11/19
Type d'inspection	Approfondie
Inspection dans le cadre d'une action nationale	Non
Identité et qualité des personnes rencontrées	M Dominique JACOB, Directeur de l'entrepôt TRAPPES M Jonathan BOULOGNE, Responsable QHSSE, SOFRIOLOG TRAPPES M Younes EL HACHIMI, Responsable Technique SOFRIOLOG Trappes.
Identité et qualité de l'équipe d'inspection	Pascal LAMBRECHT, Inspecteur de l'Environnement



Certificat N° A 1607

Champ de certification disponible sur :
www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr

Adresse Postale : 35, rue de Noailles 78000 Versailles

Le présent rapport fait état des constats effectués lors de la visite d'inspection approfondie du 19 novembre 2019 de l'établissement exploité par la société SOFRILOG TRAPPES, sur le territoire de la commune de d'Élancourt.

1 PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Activité principale :

La société SOFRILOG TRAPPES est spécialisée dans le stockage de produits congelés

Situation administrative :

L'exploitant est autorisé à exploiter les installations d'Élancourt par arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires en date du 9/11/15.

Enjeux principaux :

Système de réfrigération fonctionnant à l'ammoniac

L'entrepôt est implanté sur la commune d'Élancourt dans la zone d'activités de Trappes-Élancourt, entre les voies ferrées de la ligne Paris-Brest (à 35 m au Nord-Ouest du site), et l'avenue Georges Politzer limitrophe au Bois de la Villedieu. Les habitations les plus proches sont situées à 150 m à l'ouest du site. Deux écoles sont installées à environ 350 m. Un hôtel est présent à 200 mètres environ au nord-est des installations.

2 DÉROULEMENT DE L'INSPECTION

L'exploitant a été informé de la visite d'inspection et de l'ordre du jour par courriel du 10 octobre 2019.

L'inspection avait notamment pour objet de vérifier la situation administrative du site en référence à certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 9 novembre 2015 et de l'arrêté ministériel du 14/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les principaux constats ont été restitués à l'exploitant à l'issue de cette visite.

3 ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Lors de l'inspection, des écarts à des dispositions réglementaires ou des insuffisances ont été relevés. Les constats ont été qualifiés comme suit :

- **Remarque** : disposition insuffisamment documentée ou une mauvaise pratique, mais qui n'apparaît pas comme un écart à un texte opposable ;
- **Non-conformité** : écart réglementaire n'impliquant pas directement une baisse notable du niveau de sécurité ou n'ayant pas d'impact important sur l'environnement ;
- **Non-conformité notable** : écart réglementaire pouvant soit conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations, soit avoir un impact important sur l'environnement.

L'ensemble des constats sont les suivants :

- **Une (1) non-conformité notable :**
 - Les installations de protection contre le risque foudre n'ont pas été contrôlées depuis de nombreuses années.
 - Le rapport de contrôle du 4/12/19, transmis par l'exploitant par courriel du 6/12/19, mentionne 19 non-conformités et une situation ne permettant pas de statuer sur le type de paratonnerre installé (paratonnerres n°5, 6 et 7).
- **Une (1) remarque :**

L'inspection rappelle à l'exploitant que les contrôles des installations de protection contre les risques foudres doivent se faire annuellement, conformément à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4/10/10 modifié, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

4 PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Considérant la non-conformité notable relevée lors de la visite du site du 19/11/19, et des enjeux en terme de risques d'incendie, l'Inspection des Installations Classées propose à M. le Préfet des Yvelines, en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, de mettre en demeure l'exploitant SOFRILOG, de respecter, sous un délai d'un mois, l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié, en :

- réalisant les travaux de mise en conformité sur les installations de protection contre le risque foudre dans le rapport de contrôle du 04/12/19 (NC 1 à NC 19).
- transmettant le dossier des ouvrages exécutés (DOE) (point AS01 du rapport de contrôle APAVE du 4/12/19), pour statuer sur le paratonnerre à dispositif d'amorçage (PDA),
En cas de non-conformité, l'exploitant doit réaliser les travaux de mise en conformité dans un délai d'un mois suivant le rapport de l'organisme de contrôle.

Un courrier informant l'exploitant de cette proposition figure en pièce jointe. Un délai de **15 jours** a été fixé pour lui permettre de faire part de ses observations au Préfet.

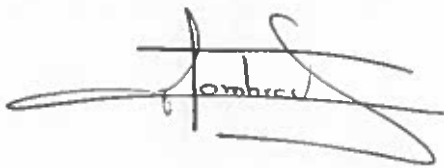
Le cas échéant, l'inspection vous tiendra informé de l'instruction des observations éventuelles de l'exploitant.

Concernant le traitement des remarques relevées, il est demandé à l'exploitant via le courrier de transmission du présent rapport, d'informer l'inspection des actions engagées, dans les meilleurs délais et en tout état de cause avant la prochaine visite.

Enfin, l'Inspection des Installations Classées vous informe que, conformément aux articles L.514-5 et L.171-6 du code de l'environnement, une copie du présent rapport est transmise à l'exploitant.

Rédacteur

L'inspecteur de l'Environnement,



Pascal LAMBRECHT

Vérificateur et Approbateur

Le Chef de l'Unité Départementale des Yvelines



Henri KALTEMBACHER

Société inspectée : SOFRILOG Trappes
Inspection du mardi 19 novembre 2019

Contexte de l'inspection :

Cette inspection avait notamment pour objet de vérifier la situation administrative du site en référence à certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 9 novembre 2015 et de l'arrêté ministériel du 14/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

La visite d'inspection a consisté d'une part à des contrôles documentaires en salle et d'autre part à une visite du site.

L'ensemble des observations a été restitué oralement à l'exploitant au terme de l'inspection.

L'exploitant a été informé de la visite d'inspection par courriel du 10 octobre 2019.

Les personnes suivantes ont participé à l'inspection :

Représentant de la société SOFRILOG :

- M Dominique JACOB, Directeur de l'entrepôt TRAPPES
- M Jonathan BOULOGNE, Responsable QHSSE, SOFRILOG TRAPPES
- M Younes EL HACHIMI, Responsable Technique SOFRILOG Trappes.

Équipe d'inspection (DRIEE-IF) :

M Pascal LAMBRECHT, Inspecteur de l'Environnement.

Seules les prescriptions mentionnées dans les fiches suivantes ont été examinées lors de l'inspection, qui n'a pas eu pour objet de vérifier le respect de l'intégralité des prescriptions applicables à l'établissement.

Société inspectée : SOFRILOG Trappes
Inspection du mardi 19 novembre 2019

THÈME / RÉFÉRENCE DES PRESCRIPTIONS OU POINTS VÉRIFIÉS :

Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°35811 du 9 novembre 2015
Article 7.3.4 Protection contre la foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.

ÉLÉMENTS / JUSTIFICATIONS COMMUNIQUÉES PAR L'EXPLOITANT :

L'exploitant précise que les contrôles des installations contre le risque foudre n'ont pas été réalisés mais qu'une commande est en cours.

CONTRÔLES RÉALISÉS PAR L'INSPECTION ET CONSTATS ÉTABLIS¹ :

L'exploitant a transmis par courrier informatique :

- le bon de commande validé en date du 19/11/19 pour le contrôle complet des installations contre le risque foudre ;
- le rapport de contrôle des installations contre le risque foudre en date du 4/12/19 réalisé par la société APAVE et qui mentionne dix-neuf (19) non-conformités et un (1) avis suspendu en l'absence de dossier non remis avant les contrôles (DOE).

QUALIFICATION DES CONSTATS – AVIS DE L'INSPECTION ET PROPOSITIONS :

> Non-conformité notable

L'inspection demande à l'exploitant de respecter, sous un délai d'un mois, l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié, en :

- réalisant les travaux de mise en conformité sur les installations de protection contre le risque foudre dans le rapport de contrôle du 04/12/19 (NC 1 à NC 19) ;
- transmettant le dossier des ouvrages exécutés (DOE) (point AS01 du rapport de contrôle APAVE du 4/12/19), pour statuer sur le paratonnerre à dispositif d'amorçage (PDA).
En cas de non-conformité, l'exploitant doit réaliser les travaux de mise en conformité dans un délai d'un mois suivant le rapport de l'organisme de contrôle.

> Remarque

L'inspection rappelle à l'exploitant que conformément à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4/10/10 modifié, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent et une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

De plus, en cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

1 Qualification des constats :

- Remarque : disposition insuffisamment documentée ou une mauvaise pratique, mais qui n'apparaît pas comme un écart à un texte opposable
- Non-conformité : écart réglementaire n'impliquant pas directement une baisse notable du niveau de sécurité ou n'ayant pas d'impact important sur l'environnement
- Non-conformité notable : écart réglementaire pouvant soit conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations, soit avoir un impact important sur l'environnement

Société inspectée : SOFRILOG Trappes
Inspection du mardi 19 novembre 2019

THÈME / RÉFÉRENCE DES PRESCRIPTIONS OU POINTS VÉRIFIÉS :

Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°35811 du 9 novembre 2015

ARTICLE 7.6.2 Moyens de défense contre l'incendie

Les installations sont dotées de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des installations (hors chambres froides à température négative), sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les substances présentes. Les extincteurs destinés à protéger les chambres froides à température négative sont installés à l'extérieur de celles-ci, sur les quais, près des accès. La dotation requise pour les quais n'est pas cumulée avec celle des chambres froides à température négative ;
- de robinets d'incendie armés, hors chambre froides à température négative, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel.
- quatre poteaux incendie d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 piqués sur une canalisation fournissant un débit de 360 m³/h au moins, à une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars, implantés de telle sorte que tout point de la limite des installations se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 120 m³ par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau.

ÉLÉMENTS / JUSTIFICATIONS COMMUNIQUÉES PAR L'EXPLOITANT :

L'exploitant précise que des contrôles annuels sont réalisés sur les installations de défense incendie du site.

CONTRÔLES RÉALISÉS PAR L'INSPECTION ET CONSTATS ÉTABLIS² :

L'inspection a pu constater que l'exploitant dispose :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours (téléphone) ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des installations ;
- de robinets d'incendie armés (RIA), hors chambre froides à température négative, situés à proximité des issues ;
- de quatre poteaux incendie d'un réseau public ou privé.

L'inspection a pu consulter les derniers rapports de contrôle des extincteurs (rapport « EUROFEU SERVICES » en date du 03/09/19) et des RIA (rapport « EUROFEU SERVICES » en date du 16/09/19) qui ne mentionnent pas de non-conformité sur les installations.

2 Qualification des constats :

- Remarque : disposition insuffisamment documentée ou une mauvaise pratique, mais qui n'apparaît pas comme un écart à un texte opposable
- Non-conformité : écart réglementaire n'impliquant pas directement une baisse notable du niveau de sécurité ou n'ayant pas d'impact important sur l'environnement
- Non-conformité notable : écart réglementaire pouvant soit conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations, soit avoir un impact important sur l'environnement

QUALIFICATION DES CONSTATS – AVIS DE L'INSPECTION ET PROPOSITIONS :

➤ **Pas d'observation**

Société inspectée : SOFRILOG Trappes
Inspection du mardi 19 novembre 2019

THÈME / RÉFÉRENCE DES PRESCRIPTIONS OU POINTS VÉRIFIÉS :

Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°35811 du 9 novembre 2015

Article 7.2.1 LOCAUX A RISQUES

Les chaufferies, les ateliers de charges d'accumulateurs, les locaux de transformation électrique, les salles des machines où sont implantées les installations de réfrigération et les bureaux (hors bureaux de quai) sont situés dans des locaux exclusivement réservés à cet effet, extérieur aux cellules de stockage et au quai de chargement et isolés de ceux-ci par une paroi de degré REI 120 ou par une distance libre d'au moins 10 m. Toute communication éventuelle entre les locaux et les cellules de stockage se fait soit par :

- un sas équipé de deux blocs-portes EI30, munis d'un ferme-porte,
- une porte coupe-feu de degré EI120.

Article 8.2.3 désenfumages des zones

L'exploitant fait réaliser par une société spécialisée une étude technico-économique des mesures visant à assurer le désenfumage de chaque zone et à éviter la propagation des gaz chauds à l'ensemble des bâtiments.

ÉLÉMENTS / JUSTIFICATIONS COMMUNIQUÉES PAR L'EXPLOITANT :

L'exploitant précise que le système de désenfumage est vérifié périodiquement

CONTRÔLES RÉALISÉS PAR L'INSPECTION ET CONSTATS ÉTABLIS³ :

L'inspection a pu constater le jour de l'inspection que le local de charge, les salles des machines (réfrigération) et les bureaux sont isolés et éloignés des cellules de stockage.

L'inspection a pu consulter le dernier rapport de contrôle des systèmes de désenfumage (rapport « EUROFEU SERVICES » en date du 10/05/19) qui ne mentionne aucune non-conformité sur les installations.

QUALIFICATION DES CONSTATS – AVIS DE L'INSPECTION ET PROPOSITIONS :

➤ Pas d'observation

3 Qualification des constats :

- **Remarque** : disposition insuffisamment documentée ou une mauvaise pratique, mais qui n'apparaît pas comme un écart à un texte opposable
- **Non-conformité** : écart réglementaire n'impliquant pas directement une baisse notable du niveau de sécurité ou n'ayant pas d'impact important sur l'environnement
- **Non-conformité notable** : écart réglementaire pouvant soit conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations, soit avoir un impact important sur l'environnement

Société inspectée : SOFRILOG Trappes
Inspection du mardi 19 novembre 2019

THÈME / RÉFÉRENCE DES PRESCRIPTIONS OU POINTS VÉRIFIÉS :

Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°35811 du 9 novembre 2015
Article 7.3.2 Installations électriques

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.

ÉLÉMENTS / JUSTIFICATIONS COMMUNIQUÉES PAR L'EXPLOITANT :

L'exploitant précise que les installations électriques sont vérifiées annuellement.

CONTRÔLES RÉALISÉS PAR L'INSPECTION ET CONSTATS ÉTABLIS⁴ :

L'inspection a pu consulter le dernier rapport de contrôle des installations électriques (rapport « APAVE » en date du 05/03/19) qui précise qu'aucune anomalie n'a été constatée le jour du contrôle et que les anomalies constatées lors de la visite précédente ont été levées.

QUALIFICATION DES CONSTATS – AVIS DE L'INSPECTION ET PROPOSITIONS :

➤ Pas d'observation

4 Qualification des constats :

- Remarque : disposition insuffisamment documentée ou une mauvaise pratique, mais qui n'apparaît pas comme un écart à un texte opposable
- Non-conformité : écart réglementaire n'impliquant pas directement une baisse notable du niveau de sécurité ou n'ayant pas d'impact important sur l'environnement
- Non-conformité notable : écart réglementaire pouvant soit conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations, soit avoir un impact important sur l'environnement

Société inspectée : SOFRILOG Trappes
Inspection du mardi 19 novembre 2019

THÈME / RÉFÉRENCE DES PRESCRIPTIONS OU POINTS VÉRIFIÉS :

Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°35811 du 9 novembre 2015

ARTICLE 8.1.12 DÉTECTION AMMONIAC

Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé des personnes doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de tout incident. L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable. L'exploitant doit dresser la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et doit déterminer les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Des détecteurs de gaz sont mis en place dans les zones présentant les plus grands risques en cas de dégagement ou d'accumulation importante de gaz ou de vapeurs toxiques. Les zones de sécurité sont équipées de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité sont adaptés aux situations. Ces détecteurs doivent être de type toximétrie dans les endroits où les employés travaillent en permanence ou susceptibles d'être exposés, et de type explosimétrie dans les autres cas où peuvent être présentes des atmosphères confinées.

L'exploitant fixera au minimum les deux seuils de sécurité suivants :

- le franchissement du premier seuil entraînera le déclenchement d'une alarme sonore ou lumineuse et la mise en service, de la ventilation additionnelle, conformément aux normes en vigueur ;
- le franchissement du deuxième seuil entraînera, en plus des dispositions précédentes, la mise à l'arrêt en sécurité des installations, une alarme audible en tous points de l'établissement et, le cas échéant, une transmission à distance vers une personne techniquement compétente (ce seuil est au plus égal au double de la valeur choisie pour le 1er seuil).

Tout incident ayant entraîné le dépassement du seuil d'alarme gaz toxique donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées durant un an.

Les détecteurs fixes doivent déclencher une alarme sonore ou visuelle retransmise en salle de contrôle.

Les systèmes de détection et de ventilation placés dans la salle des machines sont conformes aux normes en vigueur.

Des dispositifs complémentaires visibles de jour comme de nuit, doivent indiquer la direction du vent.

La remise en service d'une installation arrêtée à la suite du déclenchement d'une alarme ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

ÉLÉMENTS / JUSTIFICATIONS COMMUNIQUÉES PAR L'EXPLOITANT :

L'exploitant précise que des contrôles des détecteurs sont réalisés deux fois par an.

CONTRÔLES RÉALISÉS PAR L'INSPECTION ET CONSTATS ÉTABLIS⁵ :

L'inspection a pu consulter les deux derniers de contrôle des détecteurs de gaz en date du 26/04/19 et 25/10/19 réalisé par ADS Coignières.

Les rapports de contrôle ne mentionnent pas de non-conformité et le bon fonctionnement de la centrale et l'asservissement.

3 cellules ont été remplacées lors du contrôle.

Les seuils de déclenchement sont conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral.

5 Qualification des constats :

- **Remarque** : disposition insuffisamment documentée ou une mauvaise pratique, mais qui n'apparaît pas comme un écart à un texte opposable
- **Non-conformité** : écart réglementaire n'impliquant pas directement une baisse notable du niveau de sécurité ou n'ayant pas d'impact important sur l'environnement
- **Non-conformité notable** : écart réglementaire pouvant soit conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations, soit avoir un impact important sur l'environnement

➤ **Pas d'observation**

Société inspectée : SOFRILOG Trappes
Inspection du mardi 19 novembre 2019

THÈME / RÉFÉRENCE DES PRESCRIPTIONS OU POINTS VÉRIFIÉS :

Arrêté du 14/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Article 23 de l'arrêté du 14 décembre 2013

Surveillance de l'installation.

L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.

Ces formations portent a minima sur :

- les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;
- les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;
- les dispositions du présent arrêté.

En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* est dispensée aux opérateurs concernés.

Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend :

- les modalités de formation, notamment fonctions des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ;
- la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, types de formation, suivies, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ;
- les attestations de formation de ces personnes.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

ÉLÉMENTS / JUSTIFICATIONS COMMUNIQUÉES PAR L'EXPLOITANT :

L'exploitant précise que des analyses sont réalisées périodiquement sur les installations de refroidissement

CONTRÔLES RÉALISÉS PAR L'INSPECTION ET CONSTATS ÉTABLIS⁶ :

L'exploitant a désigné deux personnes référentes pour la conduite des installations.

- M Philippe MARTIN
- M Younes ELHALCHIMI.

Ces deux personnes sont formées sur les risques des installations de refroidissement

Lors de la visite du site le 19/11/19, l'inspection a pu vérifier que les installations de refroidissement (salle des machines) sont interdites d'accès à toute personne étrangère u service.

6 Qualification des constats :

- **Remarque** : disposition insuffisamment documentée ou une mauvaise pratique, mais qui n'apparaît pas comme un écart à un texte opposable
- **Non-conformité** : écart réglementaire n'impliquant pas directement une baisse notable du niveau de sécurité ou n'ayant pas d'impact important sur l'environnement
- **Non-conformité notable** : écart réglementaire pouvant soit conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations, soit avoir un impact important sur l'environnement

QUALIFICATION DES CONSTATS – AVIS DE L'INSPECTION ET PROPOSITIONS :

➤ **Pas d'observation**

Société inspectée : SOFRILOG Trappes
Inspection du mardi 19 novembre 2019

THÈME / RÉFÉRENCE DES PRESCRIPTIONS OU POINTS VÉRIFIÉS :

Arrêté du 14/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Article 26 de l'arrêté du 14 décembre 2013

Consignes d'exploitation

VI. Dispositions relatives à la protection des personnels

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant met à disposition des personnels intervenant à l'intérieur ou à proximité de l'installation des équipements de protection individuels (EPI) adaptés ou conformes aux normes en vigueur lorsqu'elles existent (masques pour aérosols biologiques, gants...) destinés à les protéger contre l'exposition :

- aux aérosols d'eau susceptibles de contenir des germes pathogènes ;
- aux produits chimiques.

Ces équipements sont maintenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel est formé à l'emploi de ces équipements.

Un panneau, apposé de manière visible, signale l'obligation du port des EPI, masques notamment.

Le personnel intervenant sur l'installation ou à proximité de la tour de refroidissement est informé des circonstances d'exposition aux légionelles et de l'importance de consulter rapidement un médecin en cas de signes évocateurs de la maladie.

L'ensemble des documents justifiant l'information des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'inspection du travail.

ÉLÉMENTS / JUSTIFICATIONS COMMUNIQUÉES PAR L'EXPLOITANT :

CONTRÔLES RÉALISÉS PAR L'INSPECTION ET CONSTATS ÉTABLIS⁷ :

L'inspection a pu vérifier le jour de l'inspection que des EPI sont disponibles à proximité des installations. Le personnel susceptible de les utiliser est formé aux risques des installations.

A l'entrée des salles des machines, un panneau, apposé de manière visible, signale l'obligation du port des EPI en cas d'intervention.

Les EPI sont contrôlés périodiquement et le dernier rapport de contrôle en date du 01/02/19 (test appareils à haute pression et sur les masques) ne mentionne pas de non-conformité.

QUALIFICATION DES CONSTATS – AVIS DE L'INSPECTION ET PROPOSITIONS :

➤ Pas d'observation

7 Qualification des constats :

- Remarque : disposition insuffisamment documentée ou une mauvaise pratique, mais qui n'apparaît pas comme un écart à un texte opposable
- Non-conformité : écart réglementaire n'impliquant pas directement une baisse notable du niveau de sécurité ou n'ayant pas d'impact important sur l'environnement
- Non-conformité notable : écart réglementaire pouvant soit conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations, soit avoir un impact important sur l'environnement

Société inspectée : SOFRILOG Trappes
Inspection du mardi 19 novembre 2019

THÈME / RÉFÉRENCE DES PRESCRIPTIONS OU POINTS VÉRIFIÉS :

Arrêté du 14/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Article 10 de l'arrêté du 14 décembre 2013

Propreté de l'installation.

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.

ÉLÉMENTS / JUSTIFICATIONS COMMUNIQUÉES PAR L'EXPLOITANT :

CONTRÔLES RÉALISÉS PAR L'INSPECTION ET CONSTATS ÉTABLIS⁸ :

Lors de la visite du site le 19/11/19, l'inspection a pu vérifier que :

- les locaux (salle des machines) sont maintenues propres,
- l'absence de stockage de produits combustibles dans les locaux.

QUALIFICATION DES CONSTATS – AVIS DE L'INSPECTION ET PROPOSITIONS :

➤ Pas d'observation

8 Qualification des constats :

- Remarque : disposition insuffisamment documentée ou une mauvaise pratique, mais qui n'apparaît pas comme un écart à un texte opposable
- Non-conformité : écart réglementaire n'impliquant pas directement une baisse notable du niveau de sécurité ou n'ayant pas d'impact important sur l'environnement
- Non-conformité notable : écart réglementaire pouvant soit conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations, soit avoir un impact important sur l'environnement